

SARKOZY À LA CONFÉRENCE DE L'OIT À GENÈVE

page 11



INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Été 2009 :
abonnez-vous !

6 242 abonnés
recevront le
premier numéro
d'été. Et vous ?
(page 16)

460 MILLIARDS AUX PATRONS 200 000 CHÔMEURS DE PLUS ET MAINTENANT NOS RETRAITES!

**L'APPEL DES 10
DE CATERPILLAR
POUR L'UNITÉ
POUR L'INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS
ET LES PREMIÈRES
RÉPONSES**

pages 4 et 5



Grève à RFI

"Radio France Internationale
marche sur l'Élysée."

Actualité page 7

Un an après la fondation du POI

Le conseil fédéral national
du POI s'est réuni.

Vie du parti pages 8 et 9

Une campagne hystérique après l'élection présidentielle en Iran

Quelle solution conforme
à la paix et à la démocratie
sans le droit des peuples
à disposer d'eux-mêmes ?

International page 13

Sombres nuages sur le livre et l'édition

Un tour au Salon du livre.

Culture page 15



Un cercle vicieux

DIMANCHE soir 14 juin : parlant des retraites, le ministre Hortefeux propose de « diminuer les pensions, augmenter la durée de cotisation, reporter l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans ». Bien sûr, ces propositions n'engagent « en rien » le gouvernement.

Lundi 15 juin : Fillon déclare que le sujet « mérite un débat national ». Le même jour, la presse annonce que le prétendu déficit de la Sécurité sociale aurait « doublé » par rapport à l'an dernier. Bref, il y a urgence à prendre des mesures...

En réalité, tout cela relève d'un scénario prévu de longue date. *The Economist* (revue qui exprime les vues des dirigeants de la place financière de Londres) revient sur l'explosion sans précédent de la dette publique : pour les dix pays les plus riches de la planète, elle passerait de 78 % du produit intérieur brut (PIB) en 2007 à 114 % en 2014. Mais, plaide *The Economist*, on ne peut pas faire autrement : « Sans le renflouement des banques, le krach financier aurait été une catastrophe beaucoup plus importante. »

Cette dette qui enflé pour renflouer les spéculateurs, qui devra la rembourser ? *The Economist* n'y va pas par quatre chemins :

« Les gouvernements doivent s'engager à assainir leurs finances publiques par la promesse de futures coupes dans les dépenses. » Pour être précis, « une priorité sera d'élever l'âge de départ en retraite, ce qui pourrait stimuler les revenus fiscaux et réduire les dépenses des pensions. Beaucoup de pays riches l'ont déjà fait, mais il faut aller plus loin et plus vite. Une autre cible prioritaire sera l'assurance maladie. »

On ne peut parler plus clairement. 18 000 milliards de dollars (1) ont été déboursés par l'administration américaine et les gouvernements de l'Union européenne pour renflouer les spéculateurs. Et c'est pour cela qu'il faudrait liquider les retraites ouvrières et la Sécurité sociale !

La crise offre une opportunité supplémentaire de mettre en œuvre le rêve de toujours de la classe capitaliste et des gouvernements successifs : démanteler l'assurance maladie et les régimes de retraite, contraindre les travailleurs à travailler plus longtemps avec des pensions réduites et à ne disposer de couverture maladie qu'en recourant à des assurances privées.

Interrogé sur France Info, le 16 juin, le député « socialiste » de Paris Jean-Marie Le Guen déclare : « Il faut (...) qu'on permette aux gens de travailler plus longtemps (...), il y a besoin de réformer

en profondeur notre système de retraites », en particulier en procédant à « un allongement de la durée du travail ».

Comment comprendre qu'un dirigeant d'un parti qui prétend plonger ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier puisse tenir de tels propos ? Il y a là un cercle vicieux, infernal. On commence par refuser de combattre pour l'« interdiction des licenciements ». Et comme les licenciements entraînent la diminution des ressources de la protection sociale... on finit par remettre en cause le droit à la retraite, à l'assurance maladie.

Il y aurait pourtant une solution infiniment plus simple : bloquer les plans de licenciements, ce qui rétablit le financement de la Sécurité sociale, des caisses de retraite et de l'ensemble des droits ouvriers.

Bien sûr, pour cela, il faut renflouer les travailleurs et pas les spéculateurs. L'offensive qui reprend contre la Sécurité sociale et les retraites confirme le caractère central du mot d'ordre « Interdiction des licenciements » et l'urgence qu'il y a à forger l'unité pour en imposer la réalisation. ■

(1) 15 000 milliards d'euros, soit plus que le produit intérieur brut des Etats-Unis et de l'Allemagne réunis.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier.

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières, 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23. Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- Abonnements : Maïté Dayan.

Tél. : 01 48 01 88 22. 01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Réforme des collectivités territoriales

Consensus contre droits du peuple

PAR ANDRÉ YON, MAIRE ADJOINT DE BOISSY-SAINT-LÉGER (94)

A l'ordre du jour du Parlement convoqué à Versailles le 24 juin par le président de la République figure la réforme des collectivités territoriales.

Autrement dit, sans phrases, l'Europe des régions, la rupture avec l'héritage de la Révolution française : la République une et indivisible, laïque.

L'acharnement de l'Union européenne contre l'édifice républicain a conduit à son rejet par le peuple de façon si massive qu'à l'évidence Nicolas Sarkozy, « président à 11 % », ne pourrait, par ses seules forces, substituer au triptyque républicain communes-départements-nation celui de Bruxelles : intercommunalités-régions-Union européenne.

Communes et départements qui la structurent et définissent en droit l'égalité des citoyens, qui ont servi de base aux conquêtes sociales nationales, reconnues à l'ensemble des travailleurs sur le territoire national (Code du travail, services publics,...), devraient être réduits à des coquilles vides : au lieu de conseillers municipaux responsables devant leurs voisins et électeurs, on aurait des potentats bien à l'abri dans leurs bureaux, aussi arrogants qu'ils seraient dociles aux injonctions européennes relayées par les régions.

Comment les dirigeants du PS et du PCF répondent-ils ? Posée ainsi, la question de la démocratie politique devient alors très concrète.

Citons d'abord le maire PCF de Pantin, président — non élu — d'une nouvelle communauté de communes en Seine-Saint-

Denis : « Je suis pour le service public, mais pas d'accord pour ériger le maintien de l'emploi public en forme de dogme. On ne maintient pas mordicus un emploi public s'il n'y en a pas besoin. »

S'agit-il d'autre chose que de répondre présent au désengagement de l'Etat et aux privatisations ? Quels pourraient bien être ces fonctionnaires superflus ? Les ATSEM ? Les personnels des services techniques, sociaux, culturels ?

Le communiqué de presse du 11 juin sur les lycées, signé de J. Auxiette pour l'Association des régions de France (ARF), toutes tenues par le PS à l'exception de deux, tient de son côté à rappeler qu'il n'a pas attendu pour réaliser « l'ouverture des établissements sur leur environnement ».

C'est très exactement une des préconisations du rapport Descoings commandé par l'Elysée, la fin des programmes et des diplômes nationaux, la mainmise des groupes de pression sur la formation...

Comment Auxiette peut-il demander au gouvernement « de s'interroger sur les moyens alloués » ? Enseignants et lycéens en exigent le retrait au nom du maintien du caractère national de l'enseignement !

Sur ce chemin, qui est celui qui conduit par exemple à la privatisation de La Poste, se tiennent la population et ses élus.

Il faut choisir : ou bien la soumission aux exigences de l'Union européenne, ou bien le respect du mandat du peuple ! ■



Si, M. Valls, le mot socialisme veut toujours dire quelque chose

GEORGES HOFFMANN, PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU PS EN 1981 À STRASBOURG, RESPONSABLE DU COURANT NATIONAL SOCIALISME MAINTENU DU PS DE 1983 À 1986

Vous dites que « le mot socialiste ne veut plus rien dire ». Qu'entendez-vous par là ? Entendez-vous que les dirigeants du PS utilisent ce nom comme un fonds de commerce électoral, sans rapport avec les valeurs fondamentales du socialisme et leur politique réelle ?

Ou encore pensez-vous que le mot socialiste est gênant s'il s'agit de mener à bien une politique en commun avec la droite dans les régions, à Bruxelles et au gouvernement ?

Les valeurs fondamentales du socialisme, ce sont bien la rupture avec le capitalisme, la lutte contre l'exploitation et l'oppression, la lutte pour l'égalité, pour la mise en commun des grands moyens de production, c'est-à-dire les nationalisations de la grande industrie et du système bancaire, la lutte pour la redistribution des richesses en faveur des travailleurs, pour le contrôle du commerce extérieur, pour l'internationalisme, la démocratie, la laïcité.

C'est cela que veut dire le mot socialisme. Et être socialiste devrait signifier être pour le socialisme...

Vous constatez que les dirigeants du Parti socialiste, dont vous êtes, ne veulent plus du socialisme,

puisqu'ils se rangent tous derrière la régulation du marché capitaliste, et vous voudriez qu'ils en acceptent la conséquence : ne plus se référer au socialisme. Il y aurait là une forme d'honnêteté...

Mais en même temps un recul monstrueux. Michel Rocard, qui s'entend comme larron en foire avec M. Sarkozy, voulait déjà en son temps « parler vrai » contre le « tenir bon » qui a permis de l'emporter en 1981. Michel Rocard voulait aussi changer le nom du parti. Pourquoi, si ce n'est pour s'allier avec la droite, comme en Allemagne ? Est-ce que cela a servi au SPD ? Non, c'est la débâcle de tous les partis socialistes ou sociaux-démocrates à la remorque de l'Union européenne de Maastricht.

En France, c'est la défaite d'abord de M^{me} Royal, puis celle de Martine Aubry...

Lionel Jospin n'avait-il pas déclaré que son programme n'était pas socialiste, et n'avait-il pas ainsi contribué à éliminer son parti du second tour de la présidentielle ? Lionel Jospin n'avait-il pas privaté plus que tous les gouvernements de droite précédents ? En 1981, n'y avait-il pas eu au contraire des nationalisations ?

L'abstention au niveau des européennes atteint 60 %, avec des pics à 70, 80 % dans les bureaux de vote populaires, ceux qui avaient le plus voté et le plus voté non au référendum sur l'Union européenne et sa politique. N'est-ce pas d'avoir suivi Sarkozy sur le traité de Lisbonne au lieu d'écouter la démocratie qui a valu au Parti socialiste cet échec ?

Pourquoi ne voulez-vous pas tirer les leçons des échecs successifs depuis l'abandon des valeurs fondamentales du socialisme, et au contraire chercher à pousser encore plus dans le mauvais sens ?

Parce que n'est-ce pas le sens de votre proposition : supprimer le mot socialiste ne faciliterait-il pas l'alliance au centre et à droite ?

Mais qui veut de la politique de M. Sarkozy à gauche ? 11 % des électeurs ont voté pour l'UMP. Trouvez-vous que le gouvernement est trop faible et cherchez-vous à vous ouvrir à lui, pour l'aider à continuer une politique contre les plus démunis ?

Non, M. Valls, non seulement il faut maintenir le mot socialiste, mais il faut tout faire, c'est l'urgence de l'urgence, pour un retour aux valeurs fondamentales du socialisme. ■